



ATHÉNÉE

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE

**SPÉCIAL:
DÉMOCRATISER
LA SOCIÉTÉ DES ARTS?**



Genève au XVIII^e siècle, lorsque fut fondée la Société des Arts.

N° 27

4^{me} année
mars 1981

5 fr. le numéro

Ont contribué à ce numéro:

Mmes Hannah AHRENDT, Anna WEIDNER et Marguerite YOURCENAR;
MM. Pierre AUGER, Marc-A. BARBLAN, BATEMAN, Marc CHOUET,
Paul A. LADAME, LAZAR, Marc-Auguste PICTET, William E. RAPPARD,
Jean-François REVEL, Karl STEINBUCH, Max-Marc THOMAS,
WEBER-PERRET et Woodrow WILSON.



POUR VOS CONFERENCES, REUNIONS, FETES D'ENFANTS, SEMINAIRES ETC.
AVEC OU SANS OPERATEUR ...

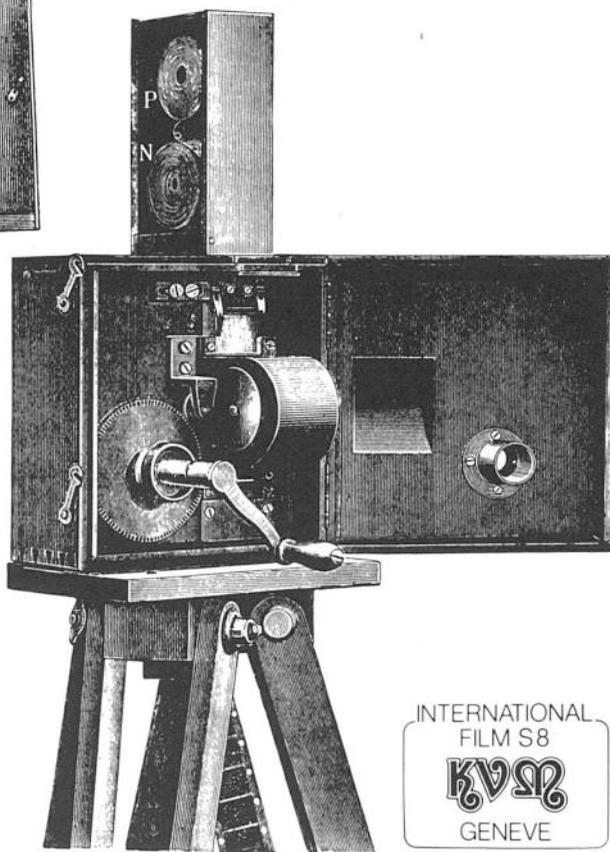
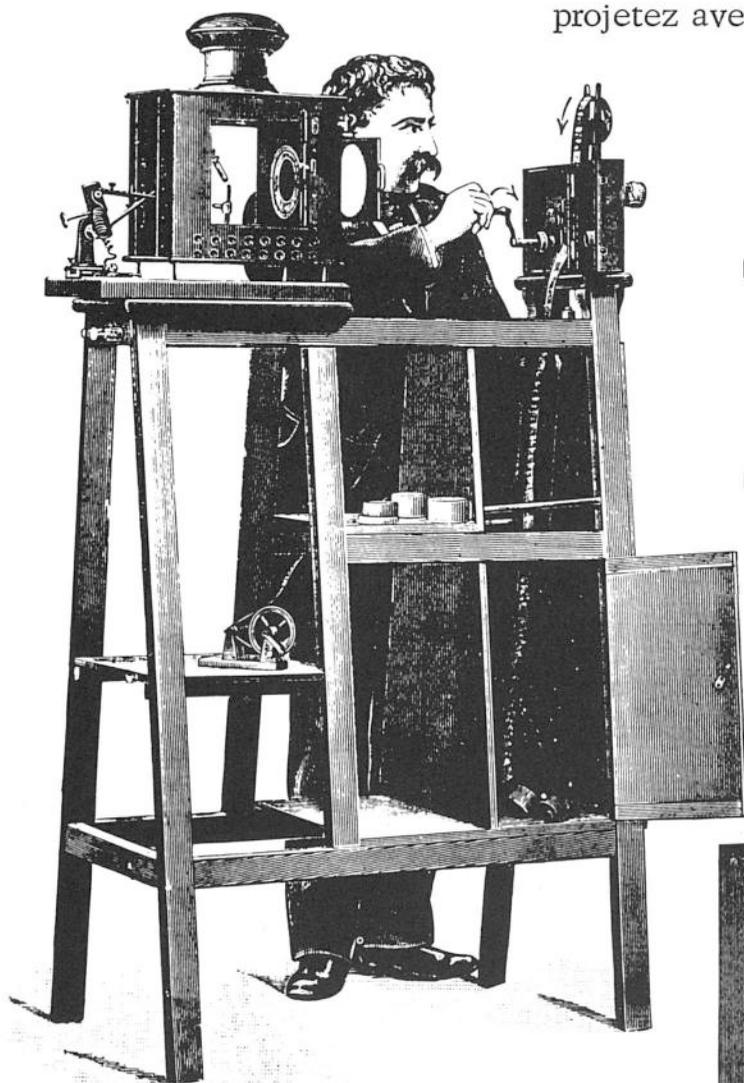
projetez avec nos derniers modèles automatiques...

projecteurs, diapos. rétro-projecteur
super 8 - 16 et 35 mm.



MINI-SALLES DE PROJECTION

A DISPOSITION



photos publicitaires et industrielles - reportages
agrandissements géants, noir et couleur - prises de vues

location matériel photo-ciné

rétro-projecteurs

écrans



LOCATION ET VENTE FILMS SUPER 8
LE PLUS IMPORTANT CHOIX EN SUISSE

(022) 32 74 33/ 32 29 54

UNE SEULE ADRESSE , PHOTO JEAN VON MUHLENEN, 25 RUE DE BERNE, GE.

**Comblés, vous ne
pouvez l'être
réellement que si
votre compagnie
ne se contente
pas d'assurer son
service, mais qu'elle
est réellement
à votre service.**

swissair



1931
1981

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

- Editorial	3
- Marc-Auguste PICTET : Rapport présidentiel à l'Assemblée générale de la Société des Arts en 1822 (extraits)	5
- Anna WEIDNER : Qui était Brun de Versoix ?	7
et Jean-P. FERRIER, Histoire de la Commune de Versoix	
- William E. RAPPARD : Woodrow Wilson, la Suisse et Genève (3).....	9
- Paul A. LADAME : Les mass media volent toujours plus bas; pourquoi?(VI)..	15
- "Athénée" a reçu : extraits des envois de Pierre AUGER, Marc CHOUET,	
- Max-Marc THOMAS et WEBER-PERRET	19
- Marc-A. BARBLAN : A propos de la conférence de M. André BIGNENS	21
- Echos de la précédente conférence : La Drogue, quels problèmes ?	22
- BATEMAN : Le plombier maladroit	24

A L ' AFFICHE DE L ' ATHÉNÉE

=====

Lundi 16 mars 1981 : Classe de l'Agriculture et de l'Art de Vivre
20 h. 30

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

La partie administrative sera suivie d'une conférence de

Mme L I S E G I R A R D I N,

Ancien maire de Genève, ancien Conseiller aux Etats, sur :

GENÈVE, VILLE ET CAMPAGNE : QUEL ART DE VIVRE ?

Lundi 6 avril 1981 : Classe de l'Industrie et du Commerce
20 h. 30

Conférence par

M. André BIGNENS, président d'honneur de l'UPIM :TRANSMISSION DE LA TRADITION POUR L'INNOVATION ?

Lundi 13 avril : Les Classes I+C et A+A réunies patronneront une conférence de

M. Peter PERUTZ, chef, programme de politique et stratégie
d'entreprise, Institut BATTELLE : L'évolution d'une entreprise
et celle d'un individu : compatible ? - Oui ! Comment ?



ATHENEE

Editeur et Rédacteur responsable : Paul A. LADAME**Rédaction et administration :** Palais de l'Athénée,
2, rue de l'Athénée, 1205 Genève - Tél. (022) 20 41 02**Imprimerie :** Studer SA, 5, route des Jeunes
1211 Genève 26 - Case postale 228**Abonnements Suisse :** 10 numéros : Fr. 40.—**Abonnements Etranger :** Veuillez demander le tarif de
l'envoi à la Poste.

Compte de chèques postaux N° 12-6680 Genève

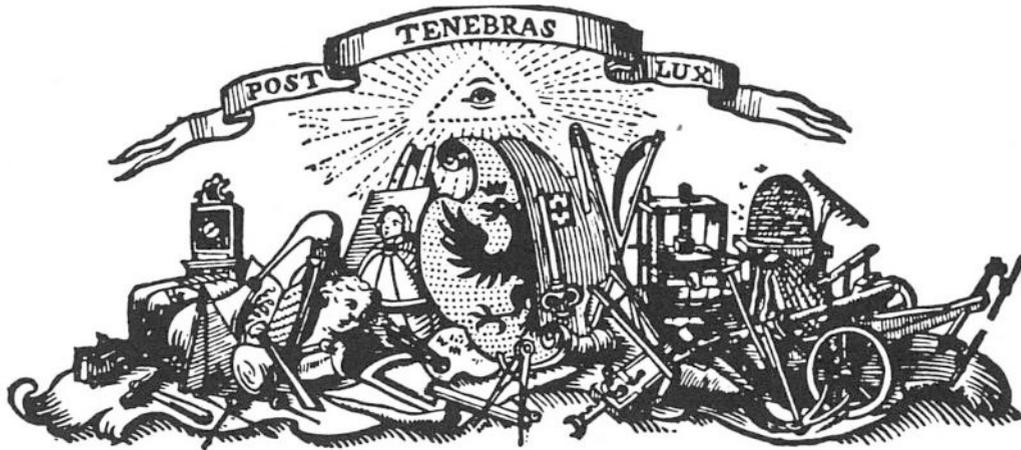
LA SOCIÉTÉ DES ARTS DE GENÈVE, fondée en 1776,
comporte trois Classes :

- Agriculture et Art de Vivre;
- Beaux-Arts;
- Industrie et Commerce.

SON SIÈGE EST AU PALAIS DE L'ATHÉNÉE
2, rue de l'Athénée, CH - 1205 Genève
Tél. (022) 20 41 02

Les articles publiés dans ATHÉNÉE n'engagent
que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement
l'opinion de la Société des Arts.

La rédaction est heureuse de recevoir des lettres de ses
lecteurs. Elle n'est pas responsable des envois non
sollicités.



ATHENEE remet aujourd'hui, pour chapeauter son éditorial, le bandeau allégorique qui a illustré de nombreux bulletins des classes de la Société des Arts, il y a plus d'un siècle et demi. C'est que, innovation en apparence mineure, mais en fait majeure, il se tiendra, le 16 mars, une Assemblée générale de la Classe de l'Agriculture et de l'Art de Vivre, appelée à trancher sur plusieurs propositions de son Comité. Cette Classe est à la fois la plus ancienne (agriculture) et la plus jeune (art de vivre) de la Société des Arts. Elle s'efforce, en conséquence, de maintenir une juste balance entre la tradition des Anciens et la volonté de s'adapter aux exigences de la vie moderne.

Une de ces exigences, formulée clairement lors d'une récente séance du Comité A+A, a été d'abandonner la vieille habitude de commencer la saison le 1er juillet pour la terminer le 30 juin. Il sera donc proposé à l'Assemblée générale de se prononcer pour l'année normale, commençant le 1er janvier et se terminant le 31 décembre. Les avantages de cette formule sont incontestables. D'abord et surtout sur le plan comptable. Notre trésorier, devant présenter ses comptes lors de l'Assemblée de juin, devant les boucler à fin mai et ensuite ouvrir une rubrique provisoire pour couvrir les mouvements de caisse venant après. Maintenant, avec une Assemblée réunie en mars, il y aura plusieurs semaines pour préparer un rapport précis, un budget adéquat et une vérification normale. Autre avantage : le classement des archives. C'est un point de plus en plus important et l'on constate qu'il est toujours désagréable d'être à cheval sur deux années. Ensuite, pour la préparation du programme d'activité, qu'il sera ainsi plus facile de préparer, alors que c'est toujours pénible de le faire pendant les vacances d'été, quand on ne peut atteindre personne. Par ailleurs, avec ce système, le président sortant sera encore parfaitement dans le coup en janvier et pourra épauler son successeur ; et le vice-président pourra tout à loisir rôder ses talents avant d'être appelé à la présidence une année plus tard. Enfin, last but not least, il sera beaucoup plus facile pour tous les membres de savoir où ils en sont dans le paiement de leurs cotisations, lorsque celles-ci ne chevaucheront plus sur deux ans. Les bulletins verts seront expédiés vers mi-décembre, payables immédiatement. Et le trésorier disposera de quelques fonds au début du nouvel exercice, alors qu'avec l'ancien système, encore en vigueur, les caisses restaient vides pendant les trois ou quatre premiers mois. Il n'y a donc que des avantages à adopter cette proposition. Et lorsque A+A aura montré le chemin, il sera plus facile pour I+C, si attachée à la tradition, de suivre le même chemin...

Une autre proposition que le Comité A+A soumettra à l'Assemblée générale concerne la motion révolutionnaire présentée par le nouveau Président de la Société des Arts, Marcel Girardin, lors de son discours inaugural.



"Dorénavant, a-t-il déclaré, tout membre d'une de nos trois Classes doit devenir sociétaire à part entière de la Société des Arts, du seul fait de son appartenance à l'une des Classes." *Le Bureau de la Société des Arts, lors de sa séance de décembre 1980, présidée par M. Girardin pour la première fois, a abordé cette question et a décidé, avant de pousser l'examen plus loin, de charger les trois présidents de consulter leur Classe. C'est ce qui sera fait pour celle de l'Agriculture et de l'Art de Vivre lors de l'Assemblée générale du 16 mars 1981.*

" Révolutionnaire", ai-je dit de cette motion. Oui et non. Elle peut paraître ainsi, peut-être, à certains sociétaires pour lesquels le parfum un peu désuet de la division non seulement verticale de la Société, en trois Classes, mais la division horizontale entre Sociétaires cooptés et les autres membres, ne manque pas de charme. C'est vrai. Bien peu de sociétés sont aujourd'hui encore fidèles à l'esprit du XVIII^e siècle qui les a vu naître. (Vrai aussi qu'il n'en existe plus tellement.) Mais il faut bien voir que la révolution véritable, dans ce domaine, s'est produite en 1820, il y a plus d'un siècle et demi ! Les extraits du procès-verbal de la première Assemblée générale "post-révolutionnaire" de la Société des Arts, du 20 juin 1822, que nous publions aujourd'hui page 5 et 6) le montrent bien. Cette année-là, le président de la Société était Marc-Auguste PICTET et celui de la Classe de l'Agriculture Augustin-Pyramus de CANDOLLE, qui, précisément, avait pris l'initiative, révolutionnaire, de créer une "Classe" pour compléter le "Comité" d'Agriculture et lui redonner vie. Voici comment le professeur Pictet, dont nous respectons l'orthographe de l'époque, caractérise la situation :

"...Nous avons constaté, au bout de peu d'années, que le zèle du public, et celui de la Société elle-même, s'allanguissoient, parce qu'elle étoit trop isolée dans la population et que les rapports entre notre établissement, et la masse des citoyens étoient trop vagues et trop peu nombreux ; en un mot, et pour emprunter un instant le langage politique (étranger d'ailleurs à notre institution), l'élément démocratique y étoit trop négligé. Il en résultoit, en particulier, un inconvénient grave, et qui alloit devenir mortel pour la Société, c'étoit la diminution annuelle, et finalement le défaut absolu des ressources pécuniaires qu'exigent ses travaux et son entretien.

" Le Comité d'Agriculture, l'un des cinq qui composoient alors la Société, avoit vu s'accroître l'étendue de son ressort par suite de l'augmentation de notre territoire. Il reconnut le premier le défaut que je viens de signaler et prit l'initiative dans le moyen d'y remédier. Il invita tous les amateurs et les agriculteurs praticiens du Canton à concourir à ses travaux, personnellement et par une contribution annuelle. La réunion de ces souscrivants, qui se présentèrent en nombre, prit le nom de *Classe d'Agriculture*, et se donna un Règlement particulier. Le Comité, qui l'avoit suscitée, demeura partie intégrante de la Société des Arts, et forma le centre actif et administratif de la Classe. Celle-ci reçut de la libéralité du Conseil-Souverain une somme annuelle de 5000 florins qui, jointe à la contribution de ses membres, fit succéder l'aisance à la pénurie, et l'activité à l'inaction forcée du Comité".

Il s'agit en somme aujourd'hui, dans l'esprit du nouveau Président, Marcel GIRARDIN, de compléter la démocratisation entreprise il y a cent soixante ans par ses illustres prédécesseurs, Augustin-Pyramus de CANDOLLE et Marc-Auguste PICTET. Démocratisation dont le but est le même qu'alors : insuffler une vie nouvelle, plus dynamique, à la Société des Arts toute entière. Que la Classe de l'Agriculture prenne à nouveau l'initiative est de bon augure.

Paul A. LADAME

P.S. Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont bien voulu manifester leur amitié lors de ma récente hospitalisation. Elle m'a été d'un grand réconfort. P.A.L.



PROCÈS-VERBAL

De la quatrième SÉANCE ANNUELLE de la SOCIÉTÉ POUR L'AVANCEMENT DES ARTS,

*Le Jeudi 20 Juin 1822, à 4 heures après midi, dans le salon des
Séances du Conseil représentatif et souverain, à l'Hôtel-de-ville.*

MONSIEUR le Syndic ODIER, Seigneur Commis du Noble Conseil d'État
sur la Société, a ouvert la Séance.

Monsieur le Professeur Pictet, Président de la Société, a dit :

[Au commencement de son rapport présidentiel, M. Marc-Auguste PICTET a rappelé, dans les termes que nous avons cités en deuxième partie de notre éditorial, en quoi consistait l'initiative de son collègue, Augustin-Pyramus de CANDOLLE, pour redonner vie au Comité d'Agriculture et à la Société des Arts, "qui s'allanguissoient" : c'était de compléter le Comité par une CLASSE de l'Agriculture et, ainsi, mieux tenir compte de ce qu'il a appelé l'élément démocratique. Après deux ans, le succès de la nouvelle Classe d'Agriculture est probant et les deux autres Comités ont suivi l'exemple.] Voici comment s'exprime le professeur PICTET(*) :

" Ce succès bien encourageant, et constaté par deux années d'expérience, indiquoit naturellement à la Société des Arts la marche qu'elle devoit suivre pour obtenir des résultats aussi désirables. Elle s'occupa vers la fin de l'année dernière de sa réorganisation sur ces principes, et se donna la Constitution en partie nouvelle qui régit la Société depuis l'année courante. Six mois d'essai ne peuvent rien prouver encore; mais, ils nous donnent lieu d'augurer favorablement de ce régime, dont, à raison même de sa nouveauté, il est bon de tracer l'esquisse.

" Les cinq divisions des objets dont la Société s'occupe ont été rangés sous trois chefs seulement.

" Le premier comprend les objets relatifs aux *beaux-arts*. Le second réunit, sous la dénomination d'*Industrie*, ceux qui concernent la *mécanique*, la *chimie*, et le *commerce*, dans leurs rapports avec les arts.

" Le troisième a pour objet l'*Agriculture*.

" Chaque *Classe* est composée d'individus, en nombre illimité qui, prenant part aux progrès des arts dans une ou plusieurs de ces trois divisions, veulent contribuer personnellement à les faire fleurir, et être constamment informés des travaux des Comités qui s'en occupent avec suite. Assistant aux séances périodiques de la Classe, ils lui communiquent leurs observations et leurs recherches particulières, ils reçoivent des renseignements sur les objets qui les

(*) Nous respectons l'orthographe de l'époque.



intéressent, et peuvent proposer des thèmes comme sujets de prix, ou de recherches utiles aux arts dont la Classe s'occupe. Pour devenir membre d'une Classe il suffit d'être présenté par un de ses membres, accepté par son Comité, et de payer fl.40 de contribution annuelle. Les membres d'une Classe peuvent, en payant fl.20 pour chacune des deux autres, en devenir membres *subsidiaries*. Chaque Classe a sa caisse particulière et un Règlement spécial pour sa vie intérieure.

" Chacune des Classes a son *Comité* de même nom, composé de *vingt Membres ordinaires*, et d'autant d'*Adjointes*, parmi lesquels on choisit régulièrement les membres de la Société, à chaque vacance, sur une présentation en nombre triple.

Les Assemblées *ordinaires* de la *Société des Arts* sont composées de la réunion de ses trois *Comités*, des *Beaux-Arts*, d'*Industrie* et d'*Agriculture*; elle a lieu tous les mois. Cette réunion constitue l'Être moral qui représente l'ensemble des vues et des intérêts de l'Institution, considérée dans son ensemble. Là, comme dans un centre commun, aboutissent et sont reconnus les travaux des trois Classes; chacun des membres présents est mis au courant des résultats obtenus par les *Comités* même auxquels ils n'appartiennent pas. De ce même centre rayonnent aussi, et se distribuent aux *Comités* des Classes, les objets dont la Société a été invitée par le public, par ses membres et quelque fois par le Gouvernement, à s'occuper.

"Les Assemblées générales ont lieu une fois l'année, dans l'époque actuelle. Elles présentent la réunion des *Comités* et des *Classes*. Celle qui remplit cette enceinte est la première sous le régime que je viens d'esquisser. Puisse-t-elle réaliser les espérances qu'elle a fait naître !

" Elle apprendra avec satisfaction que déjà l'un des résultats importants de l'association sous ce régime est obtenu. La Classe des *Beaux-Arts* compte quatre-vingt quinze souscrivans ; celle d'*Industrie* cent cinq; et celle d'*Agriculture* cent quarante. Voilà trois cents quarante citoyens, ou citoyennes, qui ont fait preuve d'intérêt pour la Société et qui s'associent de coeur et de bourse à ses travaux; voilà d'assez grands moyens pécuniaires, qui succèdent à la nullité des précédents. L'ensemble de ces trois Classes peut être considéré comme une mine riche, comme un trésor de bonnes pensées et de vues utiles dans l'intérêt des arts, à exploiter par des réunions d'hommes zélés et experts, dont les travaux sont facilités par des moyens pécuniaires équivalens aux besoins, et encouragés par tous les motifs louables, et le désir de répondre aux espérances de la Classe à laquelle ces résultats sont rapportés. Tous les gages d'activité et de succès semblent se présenter dans cette combinaison nouvelle.

"Son influence politique dans un Etat républicain mérite aussi d'être appréciée. Rien ne contribue à resserrer le lien social comme de s'occuper ensemble d'un objet commun de prédilection. Les relations personnelles entre des concitoyens se multiplient ainsi, et toujours avec le caractère de l'utilité, de l'agrément, ou des services mutuels ; on touche à son pays par le plus grand nombre de points; les moyens de le servir se présentent plus fréquemment, à mesure que les occasions de se communiquer entre compatriotes deviennent plus nombreuses ; l'esprit public se forme, se consolide, se réchauffe, par cette douce fermentation; la somme du bonheur national s'augmente; celle d'appartenir à une Patrie qui réunit tant d'avantages et tant de nobles jouissances, en devient une de tous les jours, de tous les momens."



QUI ÉTAIT BRUN DE VERSOIX ?

par Anna WEIDNER



SCEAU DE LA COMMUNE SOUS L'EMPIRE.

Les habitués des conférences de la Salle des Abeilles connaissent bien les admirables lithographies que la Classe de l'Agriculture et de l'Art de Vivre a pour coutume d'offrir à ses orateurs en témoignage de reconnaissance pour leur collaboration et en souvenir de l'excellente soirée dont ils ont été la vedette. Ce sont des oeuvres de Brun-de-Versoix, dont la Société des Arts possède une collection.

Qui était Brun-de-Versoix ? Avant de répondre à cette question, nous devons brièvement rappeler ce qu'était Versoix, avant de devenir la coquette petite ville des bords du lac, aux portes de Genève.

DE VERSOIX-LE-BOURG A VERSOIX-LA-RAISON

Versoix, à ce qu'indiquent de nombreux vestiges et même un aqueduc, était déjà habitée à l'époque romaine. Et sans doute bien longtemps avant. En 1167, c'était une paroisse du décanat d'Aubonne. Son château dépendait des Sires de Gex. En 1535, quand Genève proclama la Réforme, le duc de Savoie, Charles III, fit occuper Versoix. Il coupa ainsi les communications entre Genève et la Confédération suisse. Mais les Bernois envahirent le Pays de Gex et Versoix tomba sous leur domination jusqu'au traité de 1564, qui rendit le Pays de Gex à la Savoie. Un autre duc de Savoie, Victor Emmanuel, fit alors fortifier le château de Versoix et construire des galères. Genève, se sentant menacée, envoya en 1589 une expédition, commandée par Lurbigny, qui s'empara du fort et le rasa, puis brûla la plupart des maisons du village. Versoix ne fut reconstruit que six ans plus tard et, six ans après, en 1601, le traité de Lyon fit passer tout le pays de Gex, ainsi que Versoix, sous la domination de la France. Plus d'un siècle et

demi plus tard, en 1766, pour punir Genève d'avoir rejeté le plan de médiation proposé par la France et les cantons de Berne et Zurich, Choiseul, encouragé par Voltaire, décida de ruiner Genève en construisant une ville et un port à Versoix. Une commune fut même créée au nord du bourg, auquel on donna le nom de Versoix-la-Ville. La chute de Choiseul arrêta les travaux. Puis vint la Révolution. En 1793, les communes de Versoix-le-Bourg et de Versoix-la-Ville fusionnèrent. Puis ce fut la Terreur, qui sévit également à Versoix. Pour justifier l'innocent sang versé, on l'appela Versoix-la-Raison. Et puis il y eut l'Empire. Et la chute de Napoléon.

L'ANNEXION DE VERSOIX A GENEVE, CANTON SUISSE

Écoutons ici ce qu'a écrit il y a quarante ans Jean-P. FERRIER, adjoint de la commune de Versoix, dans son excellente "*Histoire de la Commune de Versoix*"*

La victoire des armées alliées avait rendu à Genève son indépendance, mais les hommes qui avaient assumé la tâche de l'assurer définitivement se rendaient compte que la petite république, libérée de la domination française, ne pouvait pas subsister dans l'état où elle se trouvait avant l'annexion, avec ses six enclaves éparpillées dans les terres de Savoie et de France. Il lui fallait obtenir des frontières normales en désenclavant les parcelles isolées du territoire. Le désir général était aussi l'union avec la Confédération helvétique, seul Etat auquel elle pouvait s'agréger sans être absorbée, mais, pour pouvoir faire partie de la Confédération, il convenait d'avoir avec elle une frontière commune ; cela impliquait l'annexion du pays de

(*) Jean-P. FERRIER, *Histoire de la Commune de Versoix, des origines à nos jours*, Mairie de Versoix, 1942.



Gex ou, à tout le moins, la possession de la rive du lac, de Genève à Mies ; l'annexion de Versoix était donc une nécessité. Aussi bien était-ce une des conditions mises par la Commission diplomatique de la Diète helvétique à l'acceptation de Genève comme canton suisse. On lit dans le rapport de cette commission : *"En premier lieu, il est indispensable d'incorporer Versoix au territoire genevois, afin que la liaison entre ce territoire et la Suisse ne soit pas interrompue par cette enclave française, qui a déjà, en d'autres temps, donné lieu à beaucoup de désagréments, et qui en occasionnerait davantage encore dans l'avenir, si des relations plus intimes s'établissaient entre Genève et la Confédération."*

La cession de Versoix était une des revendications que Pictet de Rochemont devait présenter aux Alliés dont les souverains et hommes d'Etat étaient réunis à Paris. Le but fut près d'être atteint. M. La Forêt, qui représentait la France dans les conférences ministérielles, consentit le 12 mai 1814 à céder à Genève la partie orientale du pays de Gex, comprenant Ferney, Versoix et Gex.

LOUIS-AUGUSTE BRUN

L'histoire de Versoix ainsi esquissée, où donc se situe Brun-de-Versoix ? Eh bien ! pas du tout à Versoix, pour commencer. Oh ! pas très loin. Sur le bord du même lac. Sur le bord du Léman, et non du Lac de Genève. C'est à Rolle qu'est né, en 1758, Louis-Auguste Brun,



d'une vieille famille vaudoise dont il devint d'ailleurs le plus noble fleuron. 1758 est une bien belle année. Frédéric le Grand agrandit son "pré-carré" ; Robert Clive conquiert l'Inde ; Montcalm est tué devant Québec. A Paris, Soufflot construit le Panthéon et Gabriel dessine la Place de la Concorde. Händel triomphe à l'opéra de Londres, Haydn dirige sa Première symphonie. En peinture, Reynolds et Gainsborough triomphent, et aussi Fragonard. Louis-Auguste Brun deviendra peintre. A quinze ans il va apprendre son métier en Italie. Puis une utile protection lui vaut de trouver un emploi à la Cour de Versailles. En 1776 il grave sur pierre douce les beaux croquis que nous connaissons : des études pour le portrait équestre du comte d'Artois, frère du roi Louis XVI ; le comte montant, son cheval, sa meute. 1776 est l'année de la fondation de la Société des Arts de Genève. Louis-Auguste Brun a dix-neuf ans. Il ne connaît pas Horace-Bénédict de Saussure, ni, bien sûr, Louis Faizan. Des grands hommes de l'époque, il ne connaît que le Roi et sa famille et, peut-être, le ministre Turgot. Mais certes ni Goethe, ni Schiller, ni Pestalozzi, ni même Washington et Benjamin Franklin. La fondation des Etats-Unis d'Amérique, 77 jours après la Société des Arts, ne lui fait pas grande impression. Tiens : Franklin, peut-être... il pourrait faire le portrait de l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris... Mais voici 1780, 1787 – Louis-Auguste a trente ans, il a une bonne réputation de "peintre de chasses" – voici 1789... la Révolution... la Terreur... 1794... C'est là que nous retrouvons le récit de Jean-P. Ferrier :

Le régime de la Terreur passé, la Révolution n'en continua pas moins son cours, mais elle avait perdu en partie son caractère d'odieuse tyrannie, les exécutions en masse cessèrent et les prisons s'entr'ouvrirent. Joachim Clerc et Jean-Marie Mégard recouvrèrent la liberté, le premier ne revint à Versoix que pour y solliciter un passeport et le second se réinstalla à Ecogia.

Versoix-la-Raison devint Versoix tout court.

Pendant la période qui va de la fin de la Terreur à l'aube du XIXe siècle, les renseignements sur la vie versoisienne sont moins abon-

1. Etude pour le portrait équestre du comte d'Artois, frère de Louis XVI. (Dessin à la mine de plomb et sépia, 1776).
2. Son cheval.
3. Sa meute de chiens de chasse. (Lavis à l'encre de Chine rehaussé à la gouache sur papier bleu.)



dants dans les archives communales, il n'existe plus à la mairie de registre municipal. Nous pouvons savoir toutefois par les actes de l'état civil que le maire Hugues Lavergne dut céder la place à son prédécesseur Joseph Majeur ; c'est lui, en effet, qui signe comme maire un acte de divorce en date du 22 septembre 1794. Il avait pour adjoint Jean-Frère-Jacques Roza.

Le Conseil général et le maire allaient d'ailleurs disparaître, la Constitution de l'an III ayant supprimé les municipalités de communes pour les remplacer par les municipalités de cantons ; ce fut celle de Ferney qui administra Versoix, qui ne conservait qu'un agent municipal et un adjoint. En 1795, ce sont Benoit-Chaquet et Roza qui occupent ces emplois à titre provisoire.

C'est à cette époque que surgit à nouveau, sans qu'il soit donné suite, le projet d'un canal qui, partant de Collonges sous le fort de L'Ecluse, devait aboutir à Versoix, reliant ainsi la commune par le Rhône à la Méditerranée. Versoix serait devenue une grande ville, entrepôt du commerce de la France avec la Suisse et l'Italie. Le négoce aurait groupé ses comptoirs autour du Port-Choiseul et les manufactures se seraient établies le long de la route de Ferney.

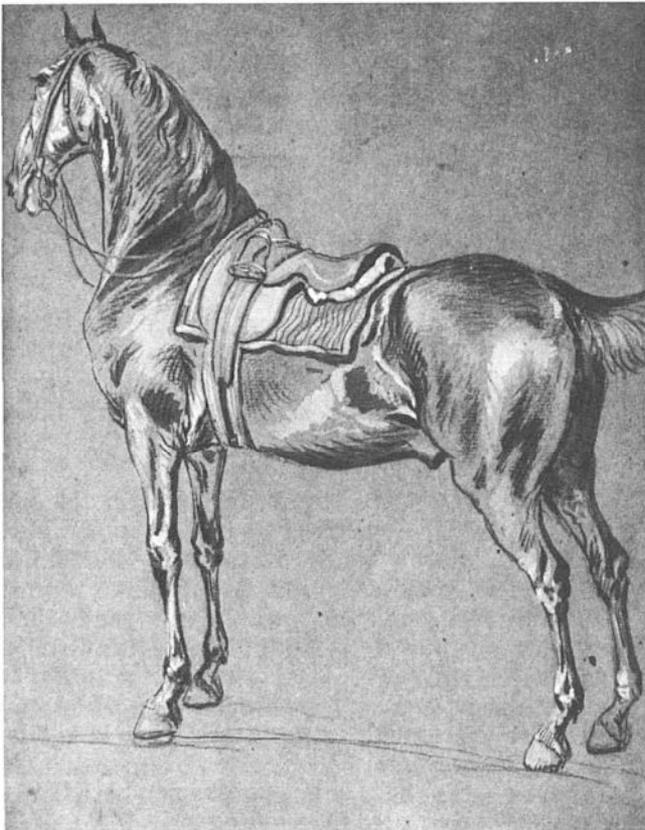
En mars 1797, Jean-Marie Mégard est agent municipal ; six mois après, nommé commissaire du Pouvoir exécutif, il cède la place à son



frère, le capitaine Jean-Pierre Mégard, qui est révoqué le 15 janvier 1798 avec son adjoint Roza.

On peut voir dans ces révocations la main de Louis-Auguste Brun, qui sera plus tard maire de Versoix. Frédéric-César De La Harpe, lui écrivait de Paris le 15 janvier 1798 : "Vos vœux, mon cher Brun, et ceux de tous les amis de la liberté sont exaucés. Le citoyen Déona de Cointrin remplace comme commissaire du Pouvoir exécutif le citoyen abbé Mégard d'aristocratique encolure. La destitution de l'un et la nomination de l'autre sont signées d'aujourd'hui. Seront de plus destitués votre agent, son adjoint et ceux qui servent la République dans le même sens."

Une pareille situation ne pouvait pas durer. La bourse communale étant vide comme à l'habitude, Jean-Marie Mégard organisa une quête afin de pourvoir l'église des accessoires du culte les plus indispensables, en attendant de pouvoir appeler à Versoix un prêtre à demeure. Cependant, ce ne sera pas lui qui aura l'honneur de présider au rétablissement du culte. Il démissionna en novembre 1802 pour s'établir à Genève proposant au préfet, pour le remplacer, Hugues Lavergne, qui avait été maire aux plus mauvais jours de la Terreur, mais qui, depuis, avait dû mettre de l'eau dans son vin. Lavergne ayant décliné cet honneur, ce fut Louis-Auguste Brun, originaire de Rolle, le





peintre de Marie-Antoinette et propriétaire du domaine connu maintenant sous le nom de Fleur-d'Eau, qui fut désigné le 20 novembre 1802.

“Le citoyen Brun, écrit Mégard, sous tous les rapports mérite la confiance du Gouvernement, soit par ses principes politiques, soit par sa moralité, je vous prie donc, citoyen préfet, de vouloir lui confier cette place qui est d'un intérêt majeur dans une commune aussi intéressante par sa position frontière.”

En août 1803, l'église eut un desservant en la personne de l'abbé Ravaillard, qui résidait à Divonne. La messe, dorénavant régulièrement célébrée, portait ombrage à certains éléments du village qui regrettaient les beaux jours désormais envolés de la déesse Raison. Le maire dut s'en plaindre au préfet : “Nous avons des turbulents et gens qui ne se plaisent qu'au désordre, ce sont trois ou quatre piliers de cabarets qui s'agitent en tous sens pour exciter les particuliers les uns contre les autres et par là, troubler la tranquillité publique. Hier, l'affaire a été si loin que notre curé, qui est de Divonne, n'a pas osé s'en retourner, crainte, disait-il, d'être assassiné ; c'était seulement une volée de coups de bâtons que ces messieurs se proposaient de lui administrer pour avoir parlé dans un de ses sermons contre les banqueroutiers et autres voleurs.”

Et comme, par ailleurs, d'autres habitants prétendaient que le maire, étant de religion protestante, ne soutenait pas assez le curé, et allait jusqu'à faire battre du tambour pendant la messe, l'abbé Ravaillard lui donna cette attestation : “Je soussigné, ministre du culte exerçant provisoirement le culte à Versoix, certifie au citoyen préfet du département du Léman que l'accusation portée contre le citoyen L. Brun, maire de Versoix, comme m'ayant troublé dans mes fonctions, en est absolument étranger, que je suis convaincu que si l'on a battu la caisse dimanche, la convocation en a été ordonnée pour les huit heures du matin.

“Que ladite accusation ne peut provenir que des turbulents qui depuis longtemps cherchent à troubler la bonne intelligence qui règne entre les ministres du culte et les autorités constituées de ce lieu. Je déclare, au surplus, que je n'ai qu'à me louer du zèle et de la protection que m'ont accordés et le maire et le conseil municipal.”

Les maires doivent avoir des aptitudes infiniment variées. Brun le vit bien quand, en février 1804, il transcrivit sur son registre :

“Reçu et enregistré une lettre du préfet du 12 pluviôse, an XII, qui enjoint le maire de la commune à chercher une nourrice pour un enfant femelle trouvé en Braille.”

La nourrice fut trouvée en la personne de la citoyenne Bonnet, femme d'un préposé aux douanes à Sauvignier. L'enfant fut ainsi pourvu de lait pour le prix de neuf francs par mois, on lui confectionna des langes. Restait à trancher une question délicate. Brun la soumet en pince-sans-rire au préfet : “...le temporel étant en règle, le plus essentiel reste à faire, citoyen préfet, puisqu'il est question de son salut et de savoir si elle sera damnée ou non. Je soumetts cette question délicate à votre haute sagesse et vous prie de me dire en réponse comment vous entendez qu'elle soit baptisée et quel nom vous voulez qu'elle porte.”

Hélas, la mort de l'enfant permit au préfet de ne pas prendre de décision créant jurisprudence.

Si une collecte avait permis l'achat de quelques ornements pour l'église, elle n'en avait pas assuré la solidité. Brun demanda au préfet “quel moyen il y aurait à employer pour prévenir un grand accident car la toiture va, au premier jour, écraser les fidèles qui s'y rassemblent fréquemment.”

S'il n'y avait pas d'argent pour réparer l'église, il y en avait encore moins pour assurer le traitement d'un curé en résidence à Versoix. Le préfet pressait le conseil municipal de voter à cet effet une somme de sept cents francs, le gouvernement étant prêt à compléter la somme nécessaire ; mais le Conseil se faisait tirer l'oreille, trouvant que cette somme n'était pas *en proportion avec la faculté de la majeure partie des habitants qui ne jouissent que du strict nécessaire.*

Brun n'avait pas su apprécier les agréments d'être maire de Versoix ; le 1^{er} février 1807, il enverra sa démission au préfet en suggérant pour son remplaçant Jean-Gaspard Mégard comme très propre à le remplacer *dans les pénibles et désagréables fonctions publiques à exercer à Versoix.* Le préfet le maintint cependant en fonctions et ne céda à ses instances répétées qu'en janvier 1808.

Il fut remplacé alors par le chef d'escadron en retraite Jean-Baptiste Terray¹, aux brillants états de service, qui s'était établi à Versoix en 1806 et y avait épousé une fille de l'ancien maire Majeur. Il résidait dans la propriété baptisée depuis Joli-Port.”

1807 : Louis-Auguste Brun, de Rolle, a cinquante ans. Il ne connaîtra pas le bonheur de devenir Genevois. Mais il restera immortel, au moins à la Société des Arts de Genève, comme s'il était l'un des leurs — que dis-je : parce qu'il est devenu l'un des leurs, l'immortel BRUN-DE-VERSOIX.

Retourné à Paris, il mourut en 1815, au moment où la ville dont il avait été le maire, devenait genevoise.

Anna WEIDNER



WOODROW WILSON

LA SUISSE

ET GENÈVE

par William E. RAPPARD

③



William E. Rappard, devant l'hostilité d'une partie de l'opinion publique américaine (voir "Athénée" No.26, février 1981) à l'égard de la Suisse, est convaincu qu'un entretien personnel avec le Président Wilson s'impose. Des amis communs, de Harvard et de Princeton, organisent cette entrevue, qui est moins l'audience accordée par un chef d'Etat à un jeune diplomate étranger, qu'un échange de vues entre collègues universitaires, tous deux spécialistes des sciences politiques. Rappard rappelait à Wilson les paroles élogieuses prononcées vingt ans plus tôt à l'égard de la Confédération helvétique, donnée en exemple pour la constitution d'une société des nations. La Suisse obtenait tout ce qu'elle désirait sur le plan alimentaire et bien plus encore sur le plan politique.

Une année plus tard, en novembre 1918, William Rappard était de retour à Washington pour une nouvelle mission, plus délicate: sonder les pensées intimes du Président à l'égard des Etats neutres, au moment où la Grande Guerre prenait fin et que la Société des Nations allait naître du Traité de Paix.

On comprend dès lors l'impatience de Berne de connaître la pensée intime du Président américain et surtout ses vues sur une collaboration éventuelle des Etats neutres. Sans doute, l'idée que la Société des Nations ne devait pas être fondée par les seuls belligérants victorieux avant la fin des hostilités et avant la fixation des frontières qu'elle devait garantir était incontestablement saine. C'est pour avoir méconnu ces vues sages en 1945 que les fondateurs des Nations Unies ont condamné leur œuvre à demeurer très inférieure aux promesses de sa Charte. Comment, en effet, s'attendre que les Etats garantissent avec conviction des frontières que l'on ignorait en 1945 et dont un grand nombre se sont avérées comme foncièrement injustes depuis? Mais pour la Suisse neutre, désireuse, si possible, de participer à la Société des Nations, cette idée, saine en elle-même, soulevait des difficultés embarrassantes.

Chargé d'apprendre les vues du Président Wilson à ce sujet, je devais, de plus, m'enquérir des opinions entretenues dans les milieux plus ou moins proches de la Maison Blanche. Malgré tous mes efforts — ou, plutôt, en raison même de ces efforts — je dus constater que personne, à Washington, ne prétendait connaître la pensée wilsonienne. J'appris en outre que chacun professait une opinion particulière sur ce qu'il serait opportun et possible d'entreprendre en vue de créer une Société des Nations ainsi que sur les devoirs dont il conviendrait de la charger et les droits qu'il faudrait lui reconnaître. Les extraits suivants de mon journal attesteront la diversité et la stérilité de mon enquête à ce sujet:

Le 7 novembre 1918, à la Légation.

Ce matin entrevue Lansing [le Secrétaire d'Etat] et Polk [un des sous-secrétaires] avec Sulzer.

Lansing: démocratiser suffit. Pas de sanctions. Pas de pouvoir législatif international. Les peuples veulent la justice et la paix.

— Et expansion?

— Ah oui, légitime contre peuples demi-civilisés.

— Mais prétentions rivales sur territoires de colonies?

— Diplomatie ou tribunal.

Conversation interrompue par message de White House. Lansing déclare encore que rien de précis n'est fait car cela dépend des Alliés.

Polk se récusé comme incompetent. Selon lui Lansing connaît spécialement la question. Voudrait marcher, mais accablé par difficultés et objections.

Au Cosmos-Club, où j'ai déjeuné, vu G. G. Wilson, qui désire voir rapport Huber et renseigne: State Department informé par « Carnegie Peace Foundation » (Scott) qui hostile à idée sanctions et favorable seulement à extension œuvre de La Haye.

Polk avait reçu dépêche House où celui-ci regrettait mon absence et espérait me revoir Paris.

Le 8 novembre 1918.

Dîner très agréable hier soir avec Day, Sprague, Gay, Mitchell, Dennison, Schneider. Tout le monde souhaite Ligue des Nations et déplore tendances nationalistes des Républicains.

Ce matin longue entrevue avec Philipps [haut fonctionnaire au Département d'Etat], exceptionnellement aimable.

1) Voir Président. Sans doute, Sulzer le verra d'abord et sollicitera audience.

Suite page 12.



2) Ligue des Nations. Tout à fait d'accord avec moi. U.S. trop timides. Désire ne pas soulever questions litigieuses entre Alliés avant paix, mais Président sera plus ferme. Gouvernement américain mal informé sur opinion publique dans Etats alliés.

.....
Je reprends suite conversation Philipps: a cherché, mais sans succès, à être mieux informé. Dites bien à Président combien il est apprécié. Philipps croit à sanctions dans cas grande guerre (pas Pérou-Chili: U.S. ne voudrait pas intervenir Amérique du Sud, mais bien en Europe. Un peu de flottement cependant). Philipps croit à système bicaméral. Mais ne parle qu'en son nom et dit que le gouvernement n'a pas encore de doctrine établie.

3) Bolchevisme en Suisse. Inquiet. Wilson [ministre des Etats-Unis à Berne] a envoyé rapport sur conversation avec Calonder. Danger serait réel mais pas imminent. Anarchie dans centres urbains pourrait durer quelques jours mais serait réprimée si on ne craignait pas de verser sang. Wilson ajoute: « Gouvernement radical a peur intervenir. » Philipps demande note à ce sujet pour Président, que je lui promets.

Nous quittons après bonne conversation. Voudrait me revoir après entrevue Président.

Déjeuner à la Légation avec Oederlin [conseiller de la Légation] et Creel [agent de publicité du Président] qui tient le crachoir. Très vif et enfant terrible. Attaque tout le monde: Burselson réactionnaire; Département d'Etat de même; Lane trop heureux pour être actif; Brezan brave homme mais apôtre; Baker le meilleur, mais trop peu passionné. Le Président viendra en Europe pour conférence, au moins pour fin. Lieu: une république d'Europe, France ou Suisse. France insiste pour Versailles, ce qui possible à ses yeux. Philipps m'avait dit: pas question de Versailles.

Creel très avancé en matière internationale. Veut que je voie Président et me reverra.

Le 9 novembre 1918.

Visite à Jusserand [ambassadeur de France] hier soir. Très cordial accueil. Intéressé par ce que je lui ai appris sur House. Cela ne l'a pas étonné et lui a expliqué plusieurs faits qui l'intriguaient. House n'est absolument personne à Washington, m'a-t-il dit à plusieurs reprises. Mais ses rapports ont été lus au White House et on y apprécie sa correction.

Parlé de la Société des Nations. Jusserand en a à plusieurs reprises parlé au Président et a cru discerner pas mal de fluctuations dans sa manière de voir. Jusserand a l'impression que l'indulgence à l'égard de l'Allemagne a beaucoup diminué chez le Président, ce dont lui, Jusserand, se félicite, et qu'il n'accepterait pas volontiers l'Allemagne dans la Ligue.



Le soir dîner dans la famille Dennison avec Gay et Coolidge¹. Dennison très favorable à Société des Nations. Gay aussi, mais moins confiant. Coolidge résigné à des annexions dans le bassin de la Sarre. S'y attend, ainsi qu'à l'extension du domaine colonial anglais. Veut bien essayer Société des Nations, mais sans foi. Gay très sévère sur State Department, qui en est resté à 1911. Tout ce qui compte est fait au « War Trade Board ». State Department beaucoup trop attaché à formes et à bienveillance envers neutres, etc. Bienveillance pour Suisse générale.

Le 10 novembre 1918, dimanche matin.

Sulzer est d'accord avec ma note sur le bolchevisme pour le State Department.

Hier déjeuner et longue conversation avec Theodore Marburg, ancien ministre des Etats-Unis en Belgique, ami de Taft, qui se consacre exclusivement à la question Ligue des Nations. Conversation trop incohérente. Je dois le revoir à Baltimore d'ailleurs. Décidé à marcher, mais ne croit pas à désarmement prochain ni à police internationale. Sanctions, garantie seulement si récalcitrants refusent examen. Pour non-exécution, sanction facultative. Pour le moment tout doit reposer sur bonne foi U.S., Grande-Bretagne (dont marine a sauvé le monde) et France. Redoute, comme professeur Wilson, opposition Scott, Hill, etc., mais ne la croit pas formidable. En bons termes avec le Président et ne croit pas à hostilité pour cause de parti.

Légation, 11 novembre 1918.

Hier soir dîner au Cosmos avec Holcombe, G. G. Wilson, Perry¹. Je reste jusqu'à 11 heures à causer Société des Nations avec G. G. Wilson. Il travaille depuis dix-huit ans au « Naval War College ». A préparé projet police internationale pour marine. A confiance avoir trouvé système qui s'imposera si on veut Société des Nations. Comme c'est confidentiel, il ne m'a rien dit de précis. Voici ce que j'ai retenu:

Création véritable police internationale, composée de soldats et d'officiers professionnels dénationalisés (comme Légion étrangère). Dislocation problème difficile. Songe à Constantinople et à Kiaotchéou. Etant donné épuisement nations d'Europe, on prévoit désarmement progressif spontané dès que police internationale assure sécurité.

Le professeur Wilson si sûr d'avoir trouvé pierre philosophale qu'il dit que cela devra s'imposer dès que clairement exposé. Comme officiers marine américaine satisfaits, tout le monde le sera, puisque U.S. beaucoup moins épuisés qu'autres nations.

Conseille publication discours Calonder comme brochure « League to Enforce Peace ».

Légation, 13 novembre 1918.

Hier matin, nouvelle de la grève générale. Nous sommes très alarmés. Sulzer en informe Lansing et Polk en remettant mon memorandum à ce sujet. Après le déjeuner Sulzer vient me raconter en détail la conversation de trente minutes qu'il a eue avec le Président, d'où il sortait à l'instant. En voici les éléments essentiels d'après les notes que j'ai prises en l'écoutant:

Wilson avait pour principe d'écouter les autres plus que d'exposer des idées personnelles en matière de Société des Nations. A son sens, l'essentiel était la bonne volonté. Comme organisation, les uns (League to Enforce Peace) allaient trop loin, les autres pas assez. L'idée d'un parlement international lui paraît excessive. En Angleterre, l'opinion publique lui paraissait favorable à vraie Ligue plus que le gouvernement. En France, Clemenceau était trop vieux pour ces idées nouvelles.

Quant à moi, le Président serait tout disposé à me recevoir. Informé que j'étais chargé de m'enquérir des opinions aussi des milieux officiels, il prédit que je n'y trouverai rien de bien intéressant.

Sulzer n'aborde pas question accès à la mer, ni participation Allemagne.

Président navré de bolchevisme en Allemagne et en Suisse. S'informe de conditions en Allemagne.

¹ Professeur de droit international à l'Université Harvard.

² Anciens collègues de l'Université Harvard.

³ Grand industriel, ami de Gay.



PUNCH OR THE LONDON CHARIVARI.—MARCH 5, 1919.



SA PATRIE D'ADOPTION. Le président Wilson (quittant l'Amérique dans ses bottes de sept lieues S.d.N.) :— C'est le moment de retourner sur un continent où l'on sait vraiment m'apprécier.

Sulzer content accueil, mais aurait voulu plus d'abandon dans conversation.

Après, avec Sulzer, visite au « War Trade Board ».

McCormick¹, pour engager négociations, attend encore nouvelles demandes Angleterre et France (crédits), qu'il veut bien mêler à nos discussions. En accordant blé tout de suite, il perdrait « bargaining power ». Sur mon observation qu'il semblait y avoir là innovation fâcheuse, dans blé contre compensation, il dit que le minimum de 225 g. sera en tout cas garanti. Mais pour porter à 300 g., il faut sacrifices de notre part. C'est d'ailleurs leur intention d'accorder 300 g. Voudrait même aller plus loin s'il le pouvait. Sans prendre aucun engagement, il nous déclare qu'à la place du Gouvernement fédéral il augmenterait la ration de pain jusqu'à 300 g. tout de suite. Prévoit convention valable un an, avec possibilité réciproque dénonciation de mois en mois. Cela risque de traîner vu intervention exigences alliées. Très aimable. Disposé à me recevoir pour Société des Nations.

Le soir dîner chez Taussig² : paternel, avec Day et Cook [banquier économiste de Kansas City]. Taussig, qui n'y a pas beaucoup réfléchi, voit origine Société des Nations dans organisation juridique affaires privées (brevets, concessions, etc.). Sceptique sur organisation contre guerre.

Hôtel Washington, 15 novembre 1918.

A la Légation hier soir Sulzer me communique dépêches alarmantes de Suisse. A 11 heures du soir Sulzer me téléphone dépêche sur capitulation soviétique d'Olten. Bien gentil à lui. Grande joie chez moi. Puis — je suis déjà au lit — arrive L. K. Morse, qui se rend très prochainement en Suisse. J'ignore son but précis.

Cet après-midi, avec Sulzer, conférence avec Gay et Dennison sur situation tonnage. Gay d'une réserve correcte, mais très franc : situation ne s'améliorera probablement pas dans six mois à venir. Mais dispositions excellentes pour Suisse au « War Trade Board ». « Switzerland on top of the list » des neutres et de plain-pied avec les Alliés après satisfaction besoins militaires U.S. On reconnaît et estime la

« fairness » des demandes de la Suisse — lisez, de Sulzer. Sans phrases, c'est là un très bel hommage rendu à notre modèle de ministre.

Washington, 15 novembre 1918.

Je vais déposer lettre Taussig chez Brandeis¹. Je manque ce dernier mais le rencontre à la sortie. Taussig lui avait parlé de moi et il me fixe fort aimablement rendez-vous à demain. Je m'en félicite beaucoup car il est partout question de lui pour la Conférence de la Paix et on s'accorde à lui reconnaître grande influence sur Wilson.

J'ajoute que Gay nous a doublement félicités rétablissement ordre en Suisse. « On nous fait chanter avec le spectre de la révolution en Europe. » On = pas Suisses, mais autres, même les Alliés.

Le 16 novembre 1918.

Je sors d'une conversation de trois quarts d'heure chez Brandeis. Très cordial accueil. Tête de sémité très mobile d'expression. Grande bonté et douceur dans le regard. M'écoute puis parle en se roulant sur sa chaise et en se passant la main à travers sa chevelure abondante et grisonnante. Sur Suisse, sentiments très sympathiques. « Tout le monde aime, admire, respecte. » Tell. Démocratie. « Manly freedom. » Situation géographique. Trois langues. Démocratie. Trois raisons qui en font élément essentiel Société des Nations. Affection spéciale à cause rôle joué par Bâle dans mouvement sioniste en 1897 où Munich avait refusé accueil. De plus rôle des petites nations dans histoire. Croit toujours et craint parfois que U.S. trop grands.

Sur Société des Nations : principes à fixer d'abord. « Machinery of enforcement » doit venir après. Veut établir les principes à appliquer. Ce n'est pas la paix qu'il s'agit « to enforce », mais les conditions du bonheur et du « decent living » entre les nations, comme cela a été fait entre les hommes. « Freedom of the seas = free bunkering not only as a courtesy and a privilege, but as a right. » Surtout en vue paix, car guerre anormale. « Free access » de même. Rappelle principe du droit commun de sortie de son fonds.

¹ Juge à la Cour suprême des Etats-Unis.

¹ Haut fonctionnaire temporaire américain.

² L'économiste, professeur à l'Université Harvard.



Sur mon objection: vous vous dites opportuniste et vous émettez des vues très radicales; croyez-vous à la possibilité de leur réalisation prochaine, avec les idées divergentes qui existent chez les collaborateurs de Wilson? Il répond: Wilson lui-même. « An affair of the prophets and not of the priests. » Cite Euripide sur la puissance de l'obs-cure multitude. Wilson serait consciemment le porte-parole des masses.

Brandeis sait son prestige et prévoit l'opposition des gouvernements d'Europe. Foi, exaltation que Wilson devra communiquer au Congrès. Croit que certaines questions pourront être réglées assez vite, que pour d'autres ce sera plus long qu'on ne pense généralement.

Insiste sur ce qu'il est, en cette affaire, « merely an American citizen, in his private capacity, absolutely uninstruced ». Très prudent, mais je crois bien avoir découvert chez lui quelques traces d'impatience avec la diplomatie conventionnelle. Il faut que tout se passe « on a very high ideal plane ». Nous y avons été avant et pendant la guerre, jusqu'à l'armistice. Le grand problème c'est maintenant d'y rester, maintenant que l'exaltation de la victoire excite les appétits.

Parle de la guerre. Immoralité = désir de l'Allemagne. « Umwertung aller Werte », dit-il en allemand. Il s'agit maintenant de créer un monde où les faibles seront protégés contre la violence tout comme les forts.

Impression générale: bonté, imagination, idéalisme, un peu la foi des persécutés. Ce type d'homme serait, avec son intelligence, le représentant modèle de Wilson au Congrès. Mais le sera-t-il?

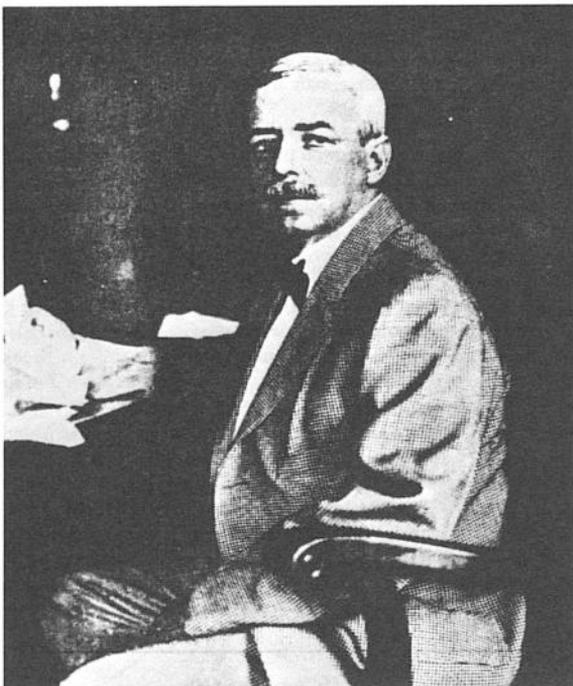
Le 18 novembre 1918, Légation.

Chez Dennison, où j'ai dîné hier, conversation avec Gay sur ma future visite au Président: me recommande grande franchise; insister sur sentiment opinion publique. Suggérer idée de Coolidge: deuxième moitié de la Conférence Société des Nations à Washington.

M'engage à voir McCormick tout à fait seul avant l'entrevue.

Plus tard, même jour, Cosmos-Club.

Entrevue Scott¹. J'en sors après une heure de conversation. Major, d'environ 50 ans. Très renseigné sur l'Europe. Très aimable pour la Suisse. Spontanément parle avec sympathie difficultés intérieures. Occupe grande chambre dans « Carnegie Peace Foundation ». Photos sur murs, entre autres de Lansing signée « sincere friend and admirer ». Ira à la Conférence. Gouvernement américain ne veut pas participation Argentine et Chili à la Conférence de Paix. Ne prévoit pas d'opposition pour Suisse.



Robert LANSING

Opposé, pour raisons dont toutes ne m'ont pas paru objectives, à « League to Enforce Peace ». Ne veut pas d'emploi de la force. Croit que dans situation actuelle peuples seraient disposés à s'engager à plus que ce qu'ils voudraient tenir plus tard. « We don't want any more scraps of paper. » Tout question de bonne foi. Root, « the wisest man in the United States ». Voudrait continuer œuvre La Haye mais pas faire saut dans l'inconnu. Ne veut pas d'atteinte à souveraineté nationale. Cite l'exemple de l'affaire de Magdalena Bay. Jamais U.S., selon lui, ne se soumettraient à décision arbitrale en une matière pareille. De même, pas garantie neutralité belge, qui ne détermina pas intervention Grande-Bretagne. L'intérêt national seul a guidé et guidera les nations. « Human nature always the same. » Prêt à établir certains droits. Ainsi « free access to the sea » pour Suisse: servitude de souveraineté sur large bande, de la frontière jusqu'à un ou plusieurs ports. Ne croit pas irréalisable. Démocratie n'assurera pas paix nécessairement. Professe grande amitié pour Max Huber et Eugène Borel. De Sulzer: « That man did a great public service. » Moi: oui, beaucoup. Lui: en insistant sur libération Suisses du service militaire.

Je rapporte ce trait à Sulzer, avec le reste de la conversation, et il s'en montre enchanté.

Scott très aimable, mais personnel, vaniteux, un peu cabotin et bien conservateur de tendance générale. Paraît probable que ses conseils seront dans le sens de la prudence, mais sera très favorable à Suisse.

Je déjeune ensuite en tête-à-tête avec McCormick, dont Gay m'avait dit qu'il connaîtrait les idées du Président sur la Société des Nations. Me dit d'emblée que Gay se trompe, et il a raison. Professe admiration et confiance sans bornes pour celui qu'il appelle familièrement et affectueusement « The Chief ». Convaincu qu'il désire foncièrement la Société des Nations, mais déclare avec une franchise évidente qu'il ignore les détails d'application. C'est un esclave aveugle du Président. Me confie qu'il estime que Wilson a tort d'aller en Europe (les journaux annoncent ce matin que la décision est prise), mais il ajoute que si le Président veut y aller, c'est qu'il a sans doute raison. Sur lettre Président à propos des élections, il la loue. Les Républicains allaient disant « We are for Wilson's war policy », ce qui leur faisait une plateforme et faisait du tort à leurs ennemis. Wilson a arrêté cela. Quant au résultat des élections, McCormick n'a pas été surpris. La victoire de 1916 n'était due, selon lui, qu'à la concomitance avec l'élection présidentielle. En me quittant, regrette de n'avoir rien pu me dire de plus positif, mais m'encourage à aller droit au « fountain-head ». Wilson parlera et décidera, les autres ne feront qu'exécuter.

McCormick est du Comité de la « League to Enforce Peace » mais il a des scrupules. N'a pas le temps de s'en occuper et semble redouter les intrigues républicaines. Taft inspire la « League »; Holt et Lowell sont des agents.

Le soir, dîner chez Dennison, avec Coolidge et Gay. Coolidge part pour les Balkans très prochainement. Nous nous verrons peut-être en Europe.

Je leur parle très ouvertement de Brandeis, Scott, etc. Gay et Dennison espèrent vivement action énergique, mais ne voient pas clair non plus sur les moyens.

Coolidge pense qu'influence U.S. dépendra beaucoup des rapports franco-anglais. S'il y a entente absolue Alsace-colonies, la situation des Etats-Unis sera très difficile sur questions essentielles.

Pensent, malgré Scott, que dans la partie Conférence relative Société des Nations, tous les neutres civilisés devront être représentés d'une façon ou d'une autre. Gay s'exprime très sévèrement sur « Carnegie Foundation », qui ne sait pas que faire de ses revenus. Gay pense suppression « transit dues » serait déjà bon pas vers « free access to sea ». On remarque, paraît-il, déjà attitude moins empressée des Français à l'égard des Etats-Unis depuis armistice. Observation faite sur mission militaire ici.

Le soir banquet de deux cents couverts offert par « Carnegie Peace Foundation » à mission scientifique française. Présidée par Scott. Orateurs: Daniels, Jusserand, Reinach, Cazamian, de Billy.

Suite au prochain numéro.



LES MASS MEDIA VOLENT TOUJOURS PLUS BAS

par Paul A. LADAME

POURQUOI? (V)

Nous avons vu dans le précédent numéro, en nous référant à François de Closets, un orfèvre en la matière, pourquoi les productions de qualité sont de plus en plus écartées au profit des émissions plaisant à la masse. On traite avec mépris les "E.P.M." et l'on favorise ainsi la naissance d'une sous-culture.

LA SOUS-CULTURE DES MASS MEDIA

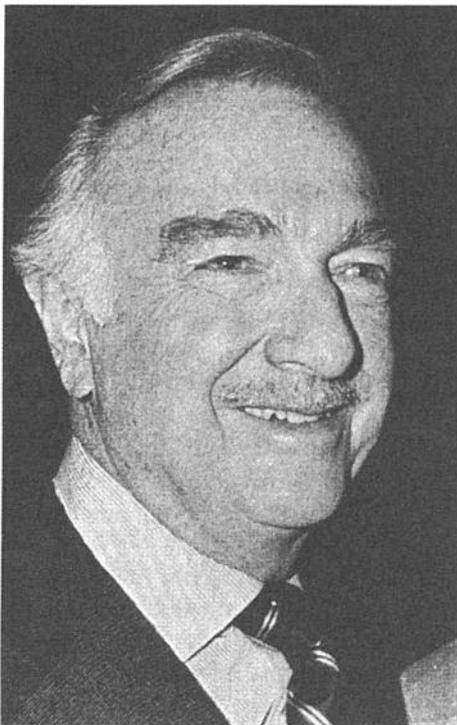
Cette sous-culture populaire se développe dans tous les media, dans tous les genres bien connus : presse du coeur, bandes dessinées, roman-photos, films triviaux, romans à l'eau de rose, policiers vulgaires, anticipations primaires, vaudevilles. Le seul but est de faire de l'argent, beaucoup d'argent, en visant au plus facile, en visant au plus bas. Les mass media, la télévision surtout, mais aussi la radio et même la presse visant un grand tirage, ne sont bien souvent plus des tribunes d'information, de communication, d'éducation. Ce sont des théâtres où l'on

joue en permanence le répertoire du Grand Guignol : l'horreur alternant avec le rire salace, la violence avec le culte des vedettes. Les enfants qui ne vont pas encore à l'école restent assis pendant des heures devant la petite lucarne. Ceux qui rentrent de l'école se précipitent devant la télé. Leurs parents prennent leurs repas devant la télé, passent leur soirée devant la télé, se couchent quand la télé s'éteint. Ils ont la tête vide, mais ils sont béats. Abrutis, mais contents.

Les journaux qui ont pour seule hantise leur tirage suivent le mouvement : de moins en moins d'articles demandant un effort de réflexion. A la place des titres criards, alléchants, des niaiseries, de la vulgarité, des informations de quelques lignes, dont la source est souvent anonyme ou douteuse. Les élites sont, elles aussi, submergées par la production de masse, par le gigantisme qui envahit tout, par la propagande omniprésente, par la publicité qui sème à tout vent. Sans plus parler ici de l'univers concentrationnaire, rendu plus lugubre encore par des media aux mains du seul *Big Brother*, il faut bien reconnaître que, dans nos pays encore libres, le matérialisme est en train de tout pervertir, de tout avilir. Il n'y a plus que la quantité qui compte, la masse. La qualité, l'élite, est sacrifiée. Non pas, évidemment, l'élite qui a fait de la démagogie sa vraie profession. Elle ne féconde plus la masse, elle l'excite seulement. Elle trahit ainsi son rôle. Elle n'est plus qu'une pseudo-élite, qui, à la limite, pervertit, suborne, abuse, corrompt.

Certes, il demeure une élite qui s'efforce d'utiliser au mieux son cerveau, pour comprendre, choisir, expliquer, connaître, éduquer, informer, communiquer. Elle nage contre le courant, cette élite. On l'accuse donc d'hérésie. Nos gouvernements occidentaux eux-mêmes se méfient d'eux, qui peuvent être encombrants. Ils préfèrent "l'adulation et la flatterie" des autres. Surtout, ils se cramponnent, partout où ils le peuvent, à leur monopole des mass media électroniques. Il semble donc qu'il n'y ait guère d'espoir de redresser la barre et de mettre, enfin, ces "techniques de diffusion de la culture" au service de l'humanité, sur la route du progrès, dans le sens qu'indique notre graphique.

Suite en p. 16.



Walter CRONKITE, qui a été l'un des plus célèbres commentateurs de la télévision américaine.



Ces constatations, ces critiques, ne sont évidemment pas dirigées contre les hommes qui produisent l'information, mais bien contre le système qui non seulement autorise, mais contraint à cette déformation professionnelle, cette aliénation culturelle, outrage permanent à la dignité humaine. Nos observations sont basées à la fois sur une étude exhaustive de la littérature spécialisée et sur l'expérience pratique des mass media dans toute l'Europe, y compris l'Allemagne de l'Est, aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique latine et en Inde. Ce qu'il y a de troublant, c'est que des causes très différentes produisent les mêmes effets. Les mass media sont utilisés de la même façon dans les pays totalitaires que dans les pays libres. Ici, ils sont mis au service d'une propagande massive, perpétuelle, destinée à étayer la puissance des maîtres. Là, ils sont mis au service de l'argent, de la cupidité, de la publicité, de la démagogie la plus basse.

La pire déformation, dans notre monde occidental, provient de l'obligation, présumée par les fonctionnaires des media, de plaire, d'être populaire, d'atteindre la plus grande masse possible de téléspectateurs, d'auditeurs ou de lecteurs ; c'est-à-dire puiser à pleines mains à la fois dans la sensation et dans la démagogie.

MONOPOLE DE L'INFORMATION ET DEMAGOGIE

Celui qui possède le monopole de l'information ne se contente pas d'imposer ses vues, il désire encore se convaincre qu'elles sont partagées.

D'où le caractère démagogique de toute propagande et son constant besoin de prétendre qu'elle repose sur des bases scientifiques.

Hannah AHRENDT,
Elemente Totaler Herrschaft, p. 112.

La situation, aujourd'hui, partout dans le monde dit libre, est celle d'une augmentation explosive de l'information produite — sans aucune responsabilité quant à ses conséquences. Le pire est que les gardiens normaux de l'éthique de notre civilisation — les philosophes et les théologiens — se sont laissés corrompre par les mass media et ne leur opposent aucune résistance*.

De ce fait, les mass media deviennent, de plus en plus, de simples facteurs d'autosatisfaction de leurs producteurs, qui vivent dans leur tour d'ivoire et ne se soucient nullement des réelles conséquences de leurs émissions.

(*) Les développements de cette page et de la prochaine sont inspirés en partie par l'excellente étude de : Karl STEINBUCH, Masslos informiert, Berlin, 1978.

Les mass media sont incapables d'évaluer leur propre fonction sur le plan éthique. Ils n'ont pas la moindre conscience de leur responsabilité de service public et de leur obligation de donner une image réelle du monde. Ils se considèrent comme le IV^e Pouvoir, au-dessus de toute critique, ayant pour seul but d'attirer à eux, par tous les moyens, le maximum d'auditeurs, de téléspectateurs ou de lecteurs.

La communication, qui, à l'origine, avait pour but essentiel et vital d'assurer l'existence de l'homme, est devenue, du fait des mass media, un but en soi. On fabrique industriellement de l'information pour l'information, comme on fabrique des savonnettes ou du coca cola, pour remplir les colonnes du journal ou les minutes de radio et de télévision que la publicité laisse vides, par des nouvelles aussi sensationnelles que possible.

De ce fait, la règle d'or des mass media est : ce qui est normal n'intéresse personne ; seul vaut la peine d'être diffusé ce qui est anormal, inquiétant, effroyable, sensationnel. La violence et le terrorisme priment les qualités humaines ; l'illégal prime la légalité ; le désordre l'ordre. Tout ce qui est ordre, mesure, paix, stabilité, est barbant. Tout ce qui menace, attaque, sabote, mine, démolit, vaut la peine d'être diffusé.

Autre règle impérative : la simplification. On ne dispose que de quelques lignes du journal, quelques secondes d'antenne. Il faut donc simplifier à l'extrême : aller non seulement à l'essentiel, mais à la caricature de l'essentiel.

Pour les consommateurs de mass media, la question cardinale est : qui choisit ce que nous absorbons comme information, pourquoi, quand et sous quelle forme ? La réponse, s'il y en a une, reste vague.

En fait, aujourd'hui, l'opinion publique est fabriquée par des producteurs industriels, comme n'importe quel autre produit mis sur le marché. Le seul critère est la vente, c'est-à-dire la quantité, la masse. Dans le langage des media : le taux d'écoute, le tirage.

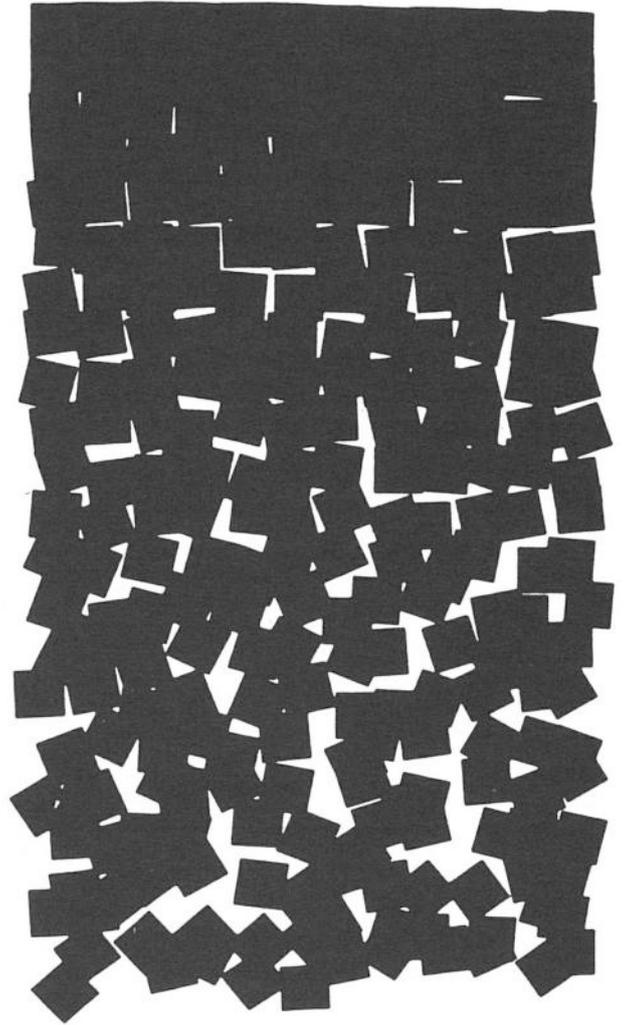
Comme il n'y a pas d'autre contrôle possible, de contrôle de qualité surtout, le succès de toute information dépend uniquement de l'opinion que s'en font les producteurs eux-mêmes. Ils vivent en vase clos, se congratulent les uns les autres, font bloc pour se défendre contre toute critique. Ils sont totalement coupés de la base, ont perdu tout sens des réalités. Ils font penser aux esclaves de la caverne de Platon. Leur métier est de courtiser et de flatter les masses. Le succès de cette démagogie se mesure en chiffres de tirage et chiffres d'écoute.



Les mass media “sèment à tout vent”, sans tenir compte – sans pouvoir tenir compte – des conséquences des informations qu’ils diffusent. En effet, il y a, par définition, dans toute information deux éléments indispensables : l’émetteur (qui émet un signal) et le récepteur (qui reçoit le signal). Si le récepteur n’est pas capable, pour quelque raison que ce soit, de comprendre le signal émis (signes, mots, sons, gestes), celui-ci ne sert à rien, n’a aucun sens : c’est comme s’il n’avait jamais été émis. Ce n’est que lorsque le récepteur a compris le signal que celui-ci devient une information. Or, par définition, les mass media ne savent pas, ne peuvent pas savoir, si le signal qu’ils ont émis a été compris. Ils peuvent connaître la quantité (de l’écoute ou du tirage), mais ils ne peuvent pas évaluer la qualité de la compréhension.

De ce fait, souligne Steinbuch, les mass media produisent tout naturellement les phénomènes suivants :

1. Ils créent dans la conscience de leurs consommateurs un monde fictif, différent de la réalité, un monde dans lequel manquent les éléments d’une réaction possible (parce qu’elle n’a rien de sensationnel), alors que sont suggérées des réactions impossibles, mais excitantes.
2. Ils créent un monde fictif unifié, jugé selon les mêmes critères, alors que notre monde véritable est divers, changeant et compliqué.
3. Ils créent un monde fictif qui paraît facile à transformer (“il n’y a qu’à !”), alors que le monde réel est lourd, inerte, multiforme, d’un maniement extrêmement difficile.
4. Ils suscitent ainsi la passivité de leurs consommateurs. Alors que tout homme réagit spontanément à tout stimulant, selon son importance, le consommateur des media est condamné à l’impuissance. Récepteur, il ne peut pas signaler qu’il a compris, ou non, le signal reçu, ni demander des explications, ni le critiquer, le réfuter, le compléter. La communication est à sens unique, premier vice de l’information, premier germe de la désinformation, premier gage de la manipulation. Le général GEHLEN, théoricien allemand de la guerre psychologique, a défini la manipulation comme “l’art d’utiliser quelqu’un dans un but qu’il ignore”.
5. Enfin, les mass media détruisent toute véritable communication humaine. Puisque chacun a lu, vu et entendu les mêmes choses et s’est vu imposer la même opinion, à quoi bon discuter ? Voilà l’absentioinnisme expliqué !



Le danger, pour notre société libérale, ne se trouve pas à la surface, mais dans les profondeurs, où les bases morales et spirituelles sont ébranlées.

Quels remèdes proposer ? On peut jeter le journal, on peut tourner le bouton. Réaction de passivité qui peut avoir des conséquences dangereuses. Celui qui s’habitue à tourner le bouton quand les media diffusent quelque chose qui ne lui plaît pas, va transposer cette attitude passive dans la vie. Or, la vie comporte toujours des éléments désagréables, qu’il faut apprendre à supporter, à dominer. Celui qui a pris l’habitude résignée de “tourner le bouton” est désarmé devant l’adversité.

Les producteurs des mass media, étant sûrs de ne jamais être contredits, cèdent bien souvent à la tentation de faire semblant d’avoir compris

Suite en p. 18.



eux-mêmes les sujets qu'ils exposent, alors qu'ils viennent seulement d'en prendre connaissance superficiellement. Ne connaissant pas vraiment le problème dont ils parlent, ils succombent (en toute innocence) à beaucoup d'erreurs et de préjugés. Néanmoins, comme ils n'ont aucune responsabilité à endosser quant aux conséquences possibles de leur activité, et qu'ils peuvent de ce fait ignorer superbement toute critique, toute objection, ils perdent facilement le sens de l'humilité et le sens de l'humour. Ils deviennent vaniteux et d'une susceptibilité malade à l'égard des critiques, qu'ils considèrent comme des offenses personnelles.

LA FONCTIONNARISATION

"J'ai l'impression que la fonctionnarisation de la majorité des journalistes, producteurs, animateurs (voulu par eux), leur a ôté l'envie de se battre.

Cela se traduit par un manque d'enthousiasme et de bonne volonté.

Plus personne n'est disponible, ni ne prend des responsabilités.

Interview de Jean-Claude WIDMER, administrateur des programmes de la Radio Romande, par Dominique TRAVERSINI, Construire, 7/3/79.

Le pire de l'action des producteurs d'informations est la nécessité, pour dramatiser les événements, de les sortir de leur contexte pour ne clouer au pilori de l'actualité que la partie la plus spectaculaire. Ainsi, les "scandales" que les mass media "découvrent", le deviennent par la façon de les décrire beaucoup plus que par la réalité des faits.

Les mass media développent automatiquement, dans tous les pays de l'Occident, des tendances que l'on peut qualifier de "gauchistes", et cela indépendamment de l'idéologie politique du producteur de l'information lui-même. La raison est simple : tout appel au changement,

LE POUVOIR POLITIQUE

Le rêve de tout Etat, à savoir que personne, en tous cas parmi les hommes soumis à son autorité, ne puisse vérifier ses dires et juger ses oeuvres, est devenu réalité sur presque toute la surface de la planète.

Le déferlement et la rapidité de l'information, dont les théoriciens des média ont tant parlé depuis 1960, n'affectent que la trentaine de nations occidentales (sur quelque 140).

Partout ailleurs, il y a sans doute déferlement et rapidité, mais de tout autre chose que de l'information.

Les média sont bien plutôt des prolongements du pouvoir politique, des cages d'ondes où l'esprit est domestiqué.

Jean-François REVEL, "La Tentation Totalitaire", Laffont.

toute critique de ce qui existe, toute théorie simpliste, promettant des lendemains meilleurs, passionne infiniment plus les consommateurs que la pondération, l'expérience, le conservatisme, le juste milieu.

Succombant à ce "gauchisme" par recherche du sensationnel, les mass media se font, le plus souvent inconsciemment, les complices des agents dont le but est la destruction des fondements moraux de notre société libérale : la confiance en la valeur de nos institutions et en l'intégrité des élus du peuple ; la volonté de participer activement à l'amélioration constante de notre société. Crime, violence, dépravation, scandale, suspicion, tous les aspects pathologiques de la société font la UNE de beaucoup de journaux, qu'ils soient imprimés ou électroniques.

Mais ce n'est pas à la surface que l'on peut voir les conséquences de ce travail de sape. C'est dans leurs profondeurs que les bases morales et spirituelles de notre société sont ébranlées.

Le malaise fondamental créé par l'avènement des mass media provient de la cassure historique que voici : avant leur apparition, la communication obéissait à deux motifs principaux :

- a) refléter la réalité, pour que l'homme sache à quoi s'en tenir sur le plan matériel ;
- b) propager des principes moraux, pour que l'homme sache à quoi s'en tenir sur le plan spirituel.

Or, pour les mass media, la communication est un but en soi : il n'est plus question d'information réelle, et moins encore d'éthique, mais uniquement de l'autosatisfaction de l'institution productrice, qui sert soit à gagner beaucoup d'argent, soit à étayer le pouvoir politique qui en dispose.

Les mass media vivent aujourd'hui encore de la prétention, jadis parfaitement justifiée, d'être des instruments de liberté ; alors qu'en fait ils sont devenus des éléments d'aliénation. Naguère, des domaines essentiels de la vie de chacun étaient à l'abri des regards indiscrets. Il y avait la sphère intime ("on ne parle pas de ces choses-là"), la sphère religieuse (dans laquelle on n'utilisait que des formes rituelles de communication) etc. Aujourd'hui, sous l'empire des mass media, il n'y a plus de "domaine réservé". La sphère intime est violée chaque jour davantage. Des valeurs éthiques respectées pendant des siècles sont non seulement remises en question, mais bafouées, ridiculisées sur la place publique.

Suite au prochain numéro.



...A RECU ET SE FAIT LE PLAISIR DE CITER EN EXTRAIT :

-----de Pierre AUGER, De ça, de là, à "La Pensée Universelle", Paris, 1980.

DE FILLE EN AIGUILLE

Une fille
Une aiguille
Une bille
Une anguille ...
Elle est lisse, elle est ronde
Elle est fine elle est gironde
Où, mais voilà ...

Si les folles
Carambolent
Dans des coups sans lendemain.

Si les tendres
Se font prendre
Aux filets des gros malins,

Les plus fines
Se destinent
Des plaisirs moins incertains

Et subtiles
Se faufilent
Dans les draps ou dans le foin !

Une aiguille
Une fille
Une anguille
Une bille
Ca pique et ça plait
Ca mord et ça roule
Et puis ça vous coule
Entre les doigts ...

Notre collaborateur Pierre AUGER ("Athénée" No 6, février 1979), de l'Institut, est célèbre pour ses travaux sur les neutrons, les rayons cosmiques, les réacteurs atomiques. Son oeuvre de sculpteur est remarquable ... et jugez vous-même de sa poésie, pétillante comme du champagne .

-----de Marc CHOUET : Le Collège de Genève de 1969 à 1979, esquisse historique.

" Aux futurs historiens de l'école genevoise, les années soixante de ce siècle apparaîtront sans doute comme les plus importantes depuis la création du Collège de Genève en 1558. L'ouverture du Cycle d'orientation et du Collège du soir (1962), la fusion du Collège et de l'Ecole supérieure de de jeunes filles avec la formation de trois, puis quatre, cinq, six et sept établissements de type gymnasial en moins de dix ans (1969-1978), enfin la généralisation de l'éducation mixte ne sont que les épisodes majeurs d'une réforme qui, d'ailleurs, se poursuit. "

Notre collègue Marc CHOUET, Secrétaire de la Société des Arts de Genève, a été l'un des doyens du Collège de Genève.



---- de Max-Marc THOMAS, *François Fosca, peintre, critique d'art et écrivain*.
Extrait des "Cahiers de la République", Nouvelle Série, 1980.

François Fosca s'en est allé à quelques mois de son 100e anniversaire, le 9 mars 1980, il y a un an ...

" Il était et fut toujours "ami du vrai", c'est le vrai qu'il rechercha toute sa vie avec une égale et constante passion dans son oeuvre multiple comme dans sa vie profonde, l'esprit toujours alerte et la curiosité en éveil. Servi par son admirable connaissance de l'art et de nos civilisations, il avait le jugement droit et net, s'agit-il de la littérature, des beaux-arts ou de la politique. S'il était homme de droite assurément, c'était par son refus net et sec de tous les sophismes et de toutes les facilités auxquels on recourt si volontiers comme à des masques et qu'il dénonçait sans pitié, mais sans hargne non plus, ce n'était pas sa manière. S'il ne détestait qu'une chose, c'était la sottise avec la vulgarité.

" Son oeuvre en témoigne, cette oeuvre d'une étonnante diversité et d'une égale richesse et où il sut concilier et mener de front jusqu'à sa fin sa double passion de l'art et des lettres et sa quête partout de la vérité et de la raison. En humaniste. Et en croyant. "

Notre collègue et confrère Max-Marc THOMAS a été l'inoubliable "Heurtebise" du journal "La Suisse" et son critique cinématographique dont la compétence était reconnue bien au-delà de nos frontières.

-- -- de WEBER-PERRET : *Le spectateur suisse et son spectacle*, Editions de l'Alliance culturelle romande, Genève, 1980.

" L'histoire a souvent mauvaise presse, on lui marque du mépris. Elle serait la cause d'un redoutable passéisme, elle empêcherait l'avènement d'un avenir neuf, elle infligerait des inhibitions, ferait peser sur les vivants l'inutile poids des morts. Dans les écoles, on se débarrasse de l'armature de la chronologie, de l'apprentissage aussi simple qu'on veut de l'esprit des siècles pour n'étudier qu'un ou deux cas témoins censés former le jugement, en ignorant le danger de ne pas connaître les exemples contraires. Si le brouillard envahit l'aire du passé, on devrait se sentir plus fort, pense-t-on, face au présent. Le marxisme, qui se présente sous des dehors quasi mathématiques, s'arrange fort bien de l'affaire. Il suffit de montrer le mécanisme d'après quelques sujets soigneusement choisis pour être presque sûr que le disciple l'appliquera à la politique du jour, dénoncera des aliénations, en Occident bien sûr, où il s'agit de détruire l'Etat et non de le maintenir comme dans les pays de l'Est. Ceux qui contestent la situation actuelle, avec toutes les raisons qu'il nous arrive de partager avec eux, partent de l'idée qu'il faut faire table rase et renvoyer les prétendues leçons de l'histoire non schématique dans le royaume des vieilles lunes."

Notre collègue WEBER-PERRET est Président de l'Alliance culturelle romande.



TRANSMISSION DE LA TRADITION POUR L'INNOVATION?

par Marc-A. BARBLAN, pour présenter la conférence que tiendra le 6 avril 1981, en l'Athénée, M. André BIGNENS, Président d'honneur de l'U.P.I.M.

*Quand on aime la vie, on aime le passé
parce que c'est le présent tel qu'il a
survécu dans la mémoire humaine.*

Marguerite YOURCENAR, Les yeux ouverts

Cette exergue à propos du "passé-présent-futur" illustre à merveille, nous semble-t-il, le sujet qui sera abordé lors de notre prochaine conférence. (*) Pourquoi l'avoir choisi ? Pour la bonne raison que si l'on se préoccupe du patrimoine industriel, de sa permanence et de son renouveau, on ne peut non plus manquer de s'interroger sur les rapports (complémentaires ou antinomiques ?) de la tradition et de l'innovation.

Sans vouloir anticiper ici sur les propos de l'orateur (qui seront publiés ultérieurement), commençons par poser quelques jalons du débat en formulant, tout simplement, deux définitions. La tradition, d'abord. Celle-ci "ne se borne pas, en effet, à la conservation ni à la transmission des acquis antérieurs : elle intègre, au cours de l'histoire, des existants nouveaux en les adaptant à des existants anciens. Sa nature n'est pas seulement pédagogique ni purement idéologique : elle apparaît aussi comme dialectique et ontologique. La tradition fait être de nouveau ce qui a été; elle n'est pas limitée au faire savoir d'une culture, car elle s'identifie à la vie même d'une communauté". (R. Alleau)

Quant à l'innovation l'économiste autrichien J. Schumpeter (1883-1950), "inventeur" présumé du terme, lui assignait cinq modalités majeures : la fabrication d'un bien nouveau, l'introduction d'une méthode de production nouvelle, la réalisation d'une nouvelle organisation, l'ouverture d'un débouché nouveau, la conquête d'une nouvelle source de matières premières ou de produits semi-ouvrés.

L'acception généralement admise de nos jours s'avère à la fois plus vaste et plus restrictive, puisque le "progrès technique, phénomène capital mais abstrait et global, résulte concrètement de la succession, de la combinaison et de l'accumulation d'innombrables changements d'importance variable que l'on peut appeler 'innovations'". (J.-L. Maunoury)

Concluons ce préambule par un exemple historique. Lorsque François Ier, empereur d'Autriche, fonda en 1807 son "cabinet industriel" (préfigurant d'ailleurs la création, en 1815, de l'Institut Polytechnique de Vienne), la nécessité de la transmission n'était-elle pas déjà présente à son esprit ? Il ne s'agissait sans doute pas alors d'ajouter un nouveau fleuron à des collections impériales somptueuses; ce geste manifestait plutôt la volonté clairement affirmée de maintenir un lien organique entre tradition et innovation.

Gageons que nos membres se rendront nombreux le 6 avril, en l'Athénée, pour écouter M. André Bignens qui a bien voulu traiter ce thème important, fort de sa vaste expérience du monde industriel.

Marc- A. BARBLAN

(*) Lundi 6 avril 1981, 20 h.30, Palais de l'Athénée.



DÉBAT LUNDI À LA SOCIÉTÉ DES ARTS

Quand la drogue devient appel au secours

La drogue à Genève, tel a été le thème du débat qui s'est tenu lundi à l'Athénée. Quatre orateurs étaient réunis: Mme Jeanne Attarian, membre de l'Association d'aide aux drogués et à leur famille, M. Noël Constant, responsable de «Carrefour», M. André Dunant, président du Tribunal de la jeunesse, et le docteur François Ladame, médecin du service médico-pédagogique.

Les orateurs ont tout d'abord exposé les principales données du problème de la drogue. Selon eux, si de trop nombreux jeunes (la moyenne d'âge varie entre 14 et 25 ans) sont tombés dans la drogue c'est parce qu'ils se sentent désécurisés et qu'ils éprouvent très souvent des troubles d'ordre psychologique ou affectif.

M. Ladame a souligné que la majeure partie des drogués sont des polytoxicomanes qui utilisent aussi bien les drogues illicites telles que l'héroïne ou la cocaïne que celles licites telles que l'alcool ou les médicaments. M. Ladame avoue ne pas comprendre pourquoi l'héroïne fait si peur alors que certaines substances vendues librement sont tout aussi dangereuses à long terme lorsqu'elles sont utilisées fréquemment. En outre il estime que la désintoxication est inutile si elle ne se borne qu'à éliminer les douleurs physiques dues à l'état de manque. Sur ce point Mme Attarian a fait remarquer que les toxicomanes ont besoin de soins constants et durables. L'aide qu'il faut leur apporter, surtout après une cure, doit être continue et peut durer de nombreuses années. Elle estime que les drogués qui souhai-

tent guérir éprouvent un besoin profond d'autonomie. Et, contrairement à ce que l'on peut penser, ils désirent avant tout travailler, mais ils n'offrent pas les garanties requises et ils sont en quelque sorte stigmatisés par leur passé.

L'information inutile

M. Dunant a précisé que les drogués n'ont qu'une alternative pour subsister et satisfaire leur vice, celle de faire du trafic. Et c'est là que se pose, selon lui, le difficile problème de la répression de ce commerce. La drogue n'est vendue ou transportée qu'en petites quantités ce qui rend très aléatoire le travail de la police. D'ailleurs, comme l'affirme M. Ladame, même si on réussissait à bloquer complètement le trafic de drogue la demande se porterait sur d'autres substances, l'alcool et les médicaments (notamment les tranquillisants et les analgésiques).

Quant à la prévention, elle est très difficile à mettre en œuvre. Selon M. Ladame l'information dans les écoles, par exemple, s'est révélée inutile, car, d'après lui, la drogue ne fait peur qu'à ceux qui ne l'utilisent pas et un adolescent prédisposé à devenir un toxicomane le deviendra si l'occasion s'en présente et ce malgré l'information reçue.

Il y a peu de solutions au problème de la drogue, ont affirmé les orateurs, si ce n'est une aide appropriée à chaque cas et sur ce point les parents ont un rôle important à jouer. Car comme l'a affirmé M. Constant ceux-ci ne doivent pas condamner leurs enfants mais les soutenir car le premier pas vers la drogue est toujours et surtout un appel au secours.

Lorella Bertani

DANS LE CADRE DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS

Les drogués vus par leurs saint Bernard

Le problème de la drogue et des drogués. Peut-on demander à l'Etat de le résoudre en mettant en place des institutions et des structures moins libérales? Certainement pas. Parents, enseignants, éducateurs, employeurs, tout le monde doit se sentir concerné par le problème des drogués qui n'est autre qu'un problème de société. Il y a des jeunes dans le désarroi qui n'arrivent pas à s'intégrer dans le cadre dans lequel ils se trouvent. Ils ne peuvent ni s'exprimer ni être entendus. Alors ils adoptent la drogue comme moyen de comportement.

Il ne faut pourtant pas oublier que la drogue est bien ancrée dans les mœurs. L'alcool et les médicaments tels que les analgésiques et les tran-

quillisants sont aussi des drogues; mais elles sont légales et alors ceux qui les consomment ne sont pas victimes du même jugement négatif que ceux qui consomment de l'héroïne et de la cocaïne.

Avant de rejeter la responsabilité sur les drogués eux-mêmes, il faut faire un pas vers eux, les écouter, longtemps pour tenter de les aider à sortir de leur mauvais pas et à reprendre petit à petit le chemin d'une vie sociale normale à tous les niveaux. Toute l'information qu'on peut faire pour prévenir la drogue n'est souvent utile qu'aux individus qui, de toute manière, n'auraient pas le goût de se droguer. Certains jeunes sont en butte à des perturbations telles qu'ils perdent les moyens traditionnels de communiquer et, qu'alors, ils ont en eux des conditions préexistantes à la consommation de la drogue.

Dès lors qui peut aider les drogués puisqu'il faut bien admettre qu'il en existe un certain nombre? Les médecins, les assistants sociaux et bien sûr tous ceux qui peuvent faciliter leur réinsertion par le travail et des conditions de logements adéquates. Un vaste programme qui ne peut être résolu à coups de lois et de subventions.

C'est pour examiner toutes les facettes de ce problème si actuel que la Société des arts — classe de l'agriculture et de l'art de vivre — a organisé, lundi soir à l'Athénée, un débat auquel participaient Mme Jeanne Attarian, présidente de l'Association genevoise de l'aide aux drogués et à leur famille, M. André Dunant, juge au Tribunal de la jeunesse, M. Noël Constant, éducateur à Carrefour et le Dr François Ladame, médecin du Centre de psychopédagogie, sous la présidence du professeur Miège.

H. M.



Mme Aliette AUBERT, Maire de Plan-les-Ouates, pose des questions judicieuses.

De g. à dr.: Dr F.LADAME, Mme ATTARIAN, Prof.J.MIÈGE, M. N.CONSTANT, Juge A.DUNANT



M. Alain SCHÄRLIG, professeur à l'Université, lors de sa conférence du 2 février sur " La décision à critères multiples " .

Journal de Genève,
19 février 1981.

La Suisse,
17 février 1981.

Tribune de Genève,
18 février 1981. →

Photos :

J. von Mühlönen

Débat à la Société des arts

La drogue : pas toujours le problème des autres

« Une récente épidémiologie effectuée à Zurich montre que les produits de compensation consommés par les jeunes sont, par ordre d'importance: l'alcool, les analgésiques, les tranquillisants et, en quatrième position seulement, l'héroïne et la cocaïne ». Et pourtant, lorsqu'on parle de drogue et de drogués – cela devient assez fréquent – il est, étrangement pourrait-on dire, inutile de préciser qu'il s'agit de consommateurs de drogues illégales.

Les résultats de cette étude zuricoise ont été énoncés par le Dr François Ladame au cours d'un débat public, organisé par la Société des arts (classes agriculture et art de vivre et industrie), débat auquel participaient également Mme Jeanne Attarian, présidente de l'AGADEF (Association genevoise d'aide aux drogués et à leurs familles), MM. Noël Constant, éducateur de rues à « Carrefour », et André Dunant, président du Tribunal de la jeunesse. Le thème du débat était: « La drogue: quels problèmes? », duquel une proposition intéressante peut être retenue: « Réinventons avec eux (les drogués) un nouvel art de vivre. »

Une compensation...

Car il est certain que ceux qui s'enfoncent dans la drogue – cela leur apparaît comme le moins mauvais choix à un moment donné – représentent, au même titre que d'autres, le mal dont notre

société souffre. Devant l'incompréhension d'un sens de la vie, d'un système de vie, d'une vitesse absurde, pour pallier des troubles émotionnels sous-jacents et pré-existants à la consommation de drogue, les jeunes trouvent en elle l'espace de rêverie nécessaire à chacun, une forme d'expression compensatoire.

Manquent les moyens de remonter la pente

La jeunesse a besoin qu'on l'interroge. Et que fait-on lorsqu'elle se drogue illégalement? On lui colle une étiquette, on l'enferme dans des clichés, on la condamne hâtivement et globalement, choqués que nous sommes par son comportement. Et les possibilités pour elle de remonter la pente, à son propre rythme, sont généralement bannies de notre société.

Certes, depuis une dizaine d'années, Genève s'est dotée d'institutions, de groupements et d'associations, les crédits ont augmenté pour assurer la bonne marche d'institutions diverses. Il faut continuer à soutenir tout ce qui a été fait, développer d'autres possibilités. Mais ce qui pourrait résumer le débat de l'autre soir, c'est qu'il ne faut pas toujours compter sur les autorités, comme si c'était le problème des autres. Il faut que chacun s'investisse, apprenne à écouter plus qu'à juger, à donner un peu de son temps et, parfois, un coup de pouce.

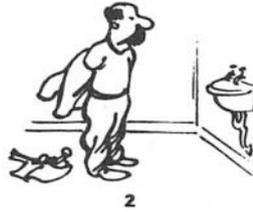
L. N.



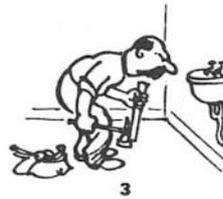
Il y a soixante ans, le Royaume Uni et le Commonwealth tout entier, guettaient chaque semaine les dessins que BATEMAN publiait dans les journaux britanniques. Voici une suite de 48 croquis - véritable dessin animé - sans aucune légende, que Bateman lui-même a offert à un caricaturiste débutant, notre collaborateur "pal", lors d'une mémorable rencontre londonienne, à la veille de la Deuxième guerre mondiale. Simple question : Qui ferait mieux aujourd'hui ?



1



2



3



4



5



6



7



8



9



10



11



12



13



14



15



16



17



18



19



20



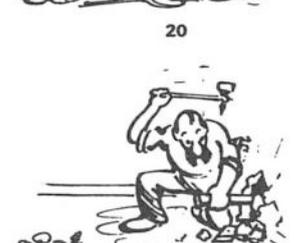
21



22



23

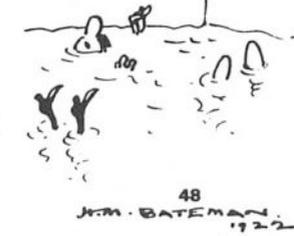
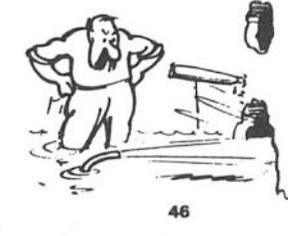
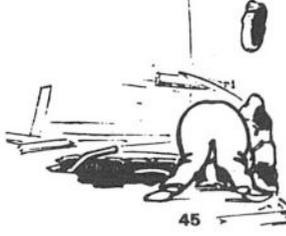
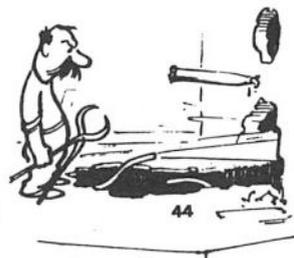
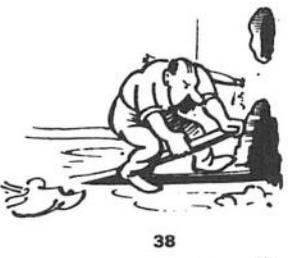
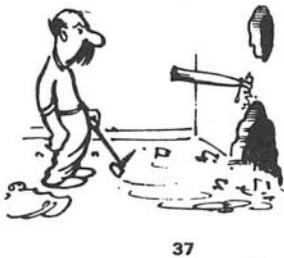
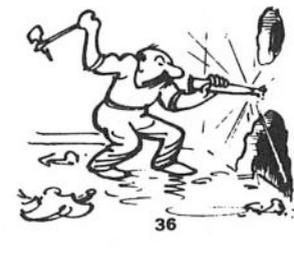
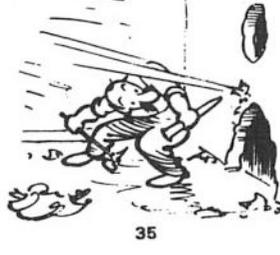
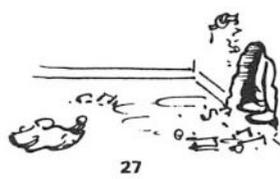
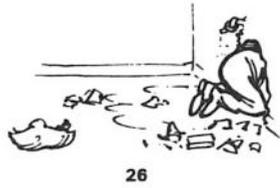


24



BATEMAN :

LE PLOMBIER MALADROIT





LA MADONE DE PEROUSE d'après Raphaël
Peinture sur porcelaine d'Abraham Constantin (1785-1855)
(exposée au Salon du Musée de l'Athénée).

Le peintre Abraham Constantin, frère de François, dont le talent s'imposait en Italie, envoya cette œuvre à la société Vacheron Constantin, en 1822. François Constantin en fut très honoré. Il la plaça en évidence dans son bureau et en tirait une égoïste fierté. Il écrivait alors :

'Il importe qu'on ne puisse pas dire avoir vu ce tableau hors de notre maison, il fait fureur parmi les artistes, cet élan se communiquera sans doute aux étrangers qui viendront visiter notre ville, nous ferons de notre mieux pour en tirer parti.'



La plus ancienne manufacture horlogère du monde.
En l'île depuis 1755.

✠ **VACHERON** ✠
CONSTANTIN

La plus noble parure du temps.